

**Trente-et-unième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)
1er mars 2015, Rabat, Maroc**

**Commission Economique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord**

Votre Excellence, Mme Hakima El Haïté, Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, chargée de l'Environnement.

Votre Excellence Monsieur Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe

Monsieur le Président du bureau sortant du CIE

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs

Honorables délégués des Etats membres

Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Internationales et Régionales

Chers collègues du Système des Nations Unies, basés au Maroc ou venu de Santiago, d'Addis-Abeba, de Vienne, de Dakar, de Genève ou de Beyrouth

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, au nom du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, de vous souhaiter la bienvenue à la 31^{ème} réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE). Mes collaborateurs et moi-même vous remercions chaleureusement, pour avoir répondu à notre invitation et pour l'intérêt que vous continuez de porter à l'action de la CEA pour le développement de notre Continent.

Contexte économique

- Mondial

Comme vous le savez, l'année 2015 a été marquée par un déclin de la croissance du PIB mondial, qui est passée de 2,6% en 2014 à 2,4% l'année dernière. Ceci est notamment lié au ralentissement des BRICS, qui sont passés de 4.3% de croissance en 2014 à 3.8%, notamment en raison d'une baisse de la demande à l'export, du déclin des prix des matières premières et la baisse des investissements. L'année 2015 a en revanche été caractérisée par une légère reprise chez les pays développés (de 1.7% en 2014 à 1.9% en 2015) et plus particulièrement aux Etats-Unis (2,4% en 2015) et la Zone euro (1,9% en 2015). Cette tendance devrait se maintenir en 2016, en se rapprochant de 2.2% [\[ERA2016\]](#).

- Continental

Dans ce contexte difficile, et bien que souffrant à la fois du ralentissement de l'économie mondiale et de la baisse des cours des matières premières, l'Afrique a relativement bien résisté, avec un léger ralentissement de la croissance, de 3.9% en 2014 à 3.7% en 2015. Le continent a en effet bénéficié de la baisse des coûts des facteurs de production, de l'augmentation de la consommation interne - grâce à une

classe moyenne qui a franchi la barre des 370 millions d'individus en 2014 et une augmentation de l'investissement, suscitée par l'amélioration de l'environnement des affaires et d'importants investissements publics dans des projets d'infrastructure. Une légère remontée du cours des matières premières, si elle venait à se confirmer, permettrait à la croissance de l'Afrique d'atteindre quelques 4.3% en 2016.

- **Sous-régional : Afrique du Nord**

En Afrique du Nord où la croissance moyenne est restée bloquée aux alentours de 2.5% entre 2011 et 2014, la croissance hors Libye a atteint 3.9% en 2015, atteignant son niveau d'avant 2011 (3.9% en 2010).

Dans la région, les économies à fortes industries extractives ont fortement subi l'impact de la baisse des prix des matières premières, comme en Algérie ou en Mauritanie, tandis que d'autres souffrent du contexte sécuritaire défavorable, qui a touché les secteurs touristiques à l'instar de la Tunisie ou de l'Égypte. La situation est par ailleurs particulièrement difficile en Libye, où l'on espère que le futur gouvernement libyen, sera en mesure, une fois en place, de faire germer les graines de la stabilité qui faciliteront le renouveau économique du pays

A l'image de ce qui se passe dans beaucoup de pays du continent, cette situation révèle la précarité du développement en Afrique du Nord en l'absence d'une diversification et d'une transformation structurelle des économies.

Le CIE, enjeux et objectifs, liens avec COP22/Agenda 2030

Mais l'urgence, pour l'Afrique du Nord, va bien au-delà de la conjoncture économique ou du contexte politico-sécuritaire. A l'heure où les effets des changements climatiques s'accroissent, se traduisant notamment par les sécheresses au Maroc ou la montée des eaux de la mer dans les zones agricoles égyptiennes, un chiffre révèle la gravité de la situation et la nécessité d'agir pour préserver les prochaines générations : l'Afrique du Nord utilise aujourd'hui près de 80% de ses ressources en eau [78.8%, rapport ERA 2016] contre seulement 3% dans le cas du reste du continent africain et 8.8% dans le reste du monde [9.1% dans les pays développés].

L'Accord de Paris, qui devrait être signé le 22 avril prochain, formalise l'engagement des pays à s'orienter vers des économies à faible émission en carbone. Dans quelques mois, la COP22, qui se déroulera à Marrakech du 7 au 18 novembre prochain, mettra l'accent sur l'application des engagements qui auront été pris, en particulier en matière de réduction des émissions de gaz à effets de serre et de renforcement de la résistance aux chocs climatiques. En effet, l'accord reconnaît la nécessité de prendre en considération les besoins d'adaptation exprimés par les pays.

Non moins important la question du financement climat restera sans aucun doute au cœur des débats.

C'est donc un honneur et un privilège d'avoir avec nous l'envoyée Spéciale pour le Climat de la COP 22, en la Personne de Mme la Ministre El Haité, qui je suis sûr, partagera avec nous son analyse des enjeux de cette COP, aussi bien au niveau global que pour les pays de la région.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Loin d'être contradictoires, l'industrialisation et le développement de l'Afrique du Nord, la préservation de ses ressources, et le respect des droits des générations futures sont aujourd'hui complémentaires. A l'occasion de ce Comité Intergouvernemental d'Experts, nous examinerons dans quelle mesure l'économie verte peut contribuer à accélérer la transformation et la compétitivité du tissu industriel et, favoriser son intégration - dans les chaînes de valeur mondiales. Dans le même temps, il s'agira de générer des emplois durables, notamment pour les jeunes et les femmes qui sont les premiers à souffrir du chômage, réduire la pauvreté, les inégalités sociales et améliorer les conditions de vie des populations. Autant d'objectifs qui nécessiteront la mise en place de synergies fortes entre les stratégies et programmes nationaux, notamment en matière de formation des ressources humaines, d'emploi, d'innovation, de commerce et, de partenariats publics privés.

La prochaine édition du Rapport Economique sur l'Afrique de la CEA traitera de la manière de parvenir à une industrialisation « verte » de l'Afrique. Ce rapport, qui sera lancé dans un mois, évaluera les modèles actuels de développement industriel et analysera les options de politiques et les mesures nécessaires pour faire du secteur industriel un moteur du processus de transformation vers une croissance verte inclusive, en se basant sur les avantages comparatifs du continent.

Au-delà de son impact positif sur les économies, la résolution de ces différentes problématiques est en synergie avec les 17 objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable, adoptés fin 2015 par les Etats membres des Nations Unies pour mettre fin à la pauvreté, réduire les inégalités et notamment lutter contre le changement climatique. Sur le plan inter-gouvernemental, je rappellerai d'ailleurs que, la semaine prochaine [8 au 11 mars 2016], les pays devraient s'accorder sur les indicateurs des objectifs du développement durable à l'occasion de la 47^{ème} Session de la Commission de Statistiques des Nations Unies, et devrait commencer à aligner leurs politiques sur le nouvel agenda de développement en préparation pour le Forum

politique de haut niveau sur le développement durable, prévu en juillet prochain à New-York.

Déroulement des travaux et cheminement recommandations CIE

Excellences, Mesdames et Messieurs

Cette semaine, plusieurs rapports vous seront présentés, en vue de les enrichir et les valider. Les résultats de vos délibérations feront l'objet d'un rapport qui sera transmis à la Conférence des Ministres Africains des Finances, de la Planification et du Développement Economique, organe délibérant de la CEA.

Cette après-midi, nous lancerons les travaux du groupe ad-hoc d'experts sur « *L'Industrialisation par le commerce en Afrique du Nord, dans le contexte de la Zone de Libre Echange Continentale et des méga-accords commerciaux* », en vue d'identifier les conditions nécessaires pour faire de la libéralisation du commerce un levier de l'industrialisation et de la transformation structurelle des économies de la région.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Cette cérémonie d'ouverture de la 31^{ème} session du CIE est pour moi une opportunité d'exprimer de nouveau, en votre nom à tous, au nom du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA et en mon nom personnel, notre sincère gratitude à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, au Gouvernement et au peuple marocain, pour l'intérêt porté à nos activités, pour leur sollicitude à notre égard, ainsi que la qualité de l'accueil qui est toujours réservé aux participants de nos rencontres.

Merci à toutes et à tous pour votre participation, et plein succès aux travaux de la 31^{ème} réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts.